
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du 20 NOV 2000

portant refus de l'autorisation d'exploiter (régularisation et extension)
le chantier de récupération de métaux et la station de tri et de transit de déchets banals
de la société Établissements Charles MULLER à 67500 HAGUENAU, avenue du Professeur Leriche

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er},
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1998 mettant en demeure la société Établissements Charles MULLER, de régulariser ses installations situées avenue du Professeur Leriche à 67500 HAGUENAU,
- VU la demande déposée par la société Établissements Charles MULLER en vue de la régularisation et de l'extension des ses installations de récupération de métaux et de transit de déchets banals situées avenue du Professeur Leriche à 67500 HAGUENAU,
- VU le procès-verbal de l'enquête publique, à laquelle la demande susvisée a été soumise du 17 février au 18 mars 2000,
- VU les avis des services et des communes consultés,
- VU le Plan d'occupation des sols (POS) de la commune de HAGUENAU, révisé les 12 mai 1993 et 23 juin 1999,
- VU le rapport du 1^{er} septembre 2000 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 13 octobre 2000,

CONSIDÉRANT que les dispositions du règlement du POS de HAGUENAU (chapitre 2, section I, article 2INA2) interdisant, dans la zone INA2, les opérations d'aménagement ou tranches d'opérations qui ne portent pas une superficie d'au moins 3 ha,

CONSIDÉRANT que le projet faisant l'objet de la demande susvisée de régularisation et d'extension, situé en zone INA2 du POS de HAGUENAU, porte sur l'aménagement d'une superficie de 1,9 ha seulement,

CONSIDÉRANT que ce projet n'est ainsi pas compatible avec les dispositions du règlement du POS,

CONSIDÉRANT que de ce fait l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ne peut être accordée,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'autorisation d'exploiter les installations reprises dans le tableau ci-dessous, sollicitée par la société Établissements Charles MULLER 108, avenue du Professeur André Leriche à 67500 HAGUENAU, pour son site de l'avenue du Professeur André Leriche à 67500 HAGUENAU, est refusée :

N° rubriques	Désignation des activités	Régime	Quantité	Unité
167-A	Station de transit de déchets banals des entreprises (triés ou en mélange)	A		
286	Stockage et activité de récupération de déchets métalliques	A	6 000	m ²
322-A	Station de transit de déchets métalliques urbains (monstres)	A		
2560-2	Presse – cisaille à métaux	D	300	kW

Article 2 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société Établissements Charles MULLER.

Article 3 : Publicité



Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de HAGUENAU et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 4 :

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-préfet de HAGUENAU,
- le Maire de HAGUENAU,
- le Commandant du Groupement de gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société société Établissements Charles MULLER.

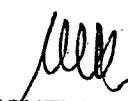
**Pour ampliation
Pour le Préfet,
L'adjoint administratif**

Christiane SCHUSTER

LE PRÉFET

**Pour le Préfet
Le Secrétaire Général**



MICHEL LAFON

Délais et voie de recours (article L 514.6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.